

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV^e Internationale)

Travailleurs ! Travailleuses ! Camarades !

La campagne électorale s'est ouverte dans une atmosphère de mensonge et de corruption. Les Partis gouvernementaux, comme ceux de l'opposition réactionnaire, se rejettent mutuellement la responsabilité des scandales, la responsabilité de la misère, de l'anarchie économique, la responsabilité de la décomposition du régime capitaliste.

Ainsi, M. Farge a échoué. Il a échoué pour avoir cru possible de régler les problèmes du ravitaillement par en haut. Les prix ont montré en flèche. Les denrées se sont à nouveau raréfiées. Et maintenant, on annonce des importations. La démagogie de M. Farge aboutit ou bien à donner satisfaction aux grands propriétaires, aux gros-sistes, et ce sont les consommateurs des villes qui en font les frais ; ou bien à importer, et ce sont les petits paysans qui sont ruinés : les gros continuent à s'enrichir sur leur dos.

En réalité, *les scandales existent en permanence au sein du régime capitaliste*. Seulement, les Ministres incapables ne les révèlent que pour excuser leur échec et préparer leur campagne électorale.

Aux premières élections, on a supprimé la carte de pain, pour la rétablir peu après.

Aux deuxième élections, on a annoncé 25 % d'augmentation des salaires. Ils ont été noyés par la hausse des prix.

Aujourd'hui, on ne peut même plus promettre le pain et les salaires. On nous donne des scandales.

A l'échelle internationale, Franco se porte bien, la résistance grecque est étranglée, les peuples de l'Extrême-Orient sont « civilisés » par les massacres et les incendies. Schacht et ses compères, les mécènes d'Hitler, sont libres. On lynche les nègres aux Etats-Unis. En France, Vichy se rassemble derrière de Gaulle, le P.R.L. et le M.R.P.

Le monde incohérent s'achemine vers le fascisme mondial. L'impérialisme ne peut que préparer la guerre. La bourgeoisie ne peut que ruiner les masses et non leur donner du pain.

La force des travailleurs est pourtant intacte. Mais leurs mains sont liées par la collaboration des classes : collaboration des représentants « ouvriers » (socialistes et communistes) avec les représentants des trusts au gouvernement.

Camarades ! il y a deux classes : les exploités et les exploités, les riches et les pauvres.

Ceux qui collaborent avec les exploités doivent, volontairement ou non, leur obéir, faire leur politique, *faire payer les pauvres*.

C'est ce qu'on a fait depuis deux ans. Le blocage des salaires puis les 25 % fantômes tandis que les prix doubleraient, *ont accru sans mesure les profits des trusts*.

LES TRUSTS NOUS ONT FAIT PAYER LA GUERRE. ILS NOUS ONT FAIT PAYER L'OCCUPATION. ILS VEULENT ENCORE UNE FOIS NOUS FAIRE PAYER LA RECONSTRUCTION.

Il y a une autre fois. Assez de phrases sur l'union de tous les Français, de tous les patriotes, de tous les Républicains. **LA SEULE RÉALITÉ EST QU'IL Y A DEUX CLASSES**, les oppresseurs et les opprimés :

Deux classes ennemies ! Et celui qui n'est pas avec l'une est avec l'autre !

C'est pourquoi le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE est le seul à dénoncer comme illusoire et trompeuses toutes les phrases sur la possibilité de transformer le régime capitaliste par des parloties de sommet.

Jamais dans l'histoire, la bourgeoisie n'a cédé devant les paroles. Chaque conquête du prolétariat a été obtenue dans l'action.

C'est en préconisant l'action des travailleurs eux-mêmes, seule efficace, que nous appelons tous les partis, tous les syndicats à réaliser l'unité d'action sur les revendications communes à tous, et pour lesquelles nous ne cesserons de combattre à leurs côtés.

— défense du pouvoir d'achat des travailleurs ;
— lutte contre le marché noir ;
— défense de la laïcité de l'enseignement ;
— résistance active aux menées réactionnaires de de GAULLE et des « révisionnistes » de la Constitution.

Mais le Parti Communiste Internationaliste a inscrit aussi dans son programme la lutte et l'organisation des masses pour :

Un salaire minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires ;

La revalorisation générale des salaires, traitements, pensions et retraites, à partir du minimum vital ;

Le contrôle ouvrier sur la production et la répartition ; l'ouverture des livres de compte du patronat ;

Le contrôle populaire du ravitaillement ;
Des nationalisations sans indemnités ni rachat (sauf pour les petits porteurs) ;

La nationalisation de l'enseignement : la fermeture des écoles religieuses.

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE pendant la campagne du référendum a déclaré :

Vive la Constituante souveraine. A bas le Président et le Conseil de la République.

Révocabilité des élus, élection populaire des magistrats, des fonctionnaires, des officiers.

Droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes.

Les candidats du Parti Communiste Internationaliste à l'Assemblée seront demain les seuls à défendre ce programme et ces méthodes de lutte, comme ils les défendent chaque jour dans les usines, les bureaux, les campagnes.

Aujourd'hui, ceux qui sollicitent les voix des travailleurs pour en faire comme toujours cadeau au M.R.P. et de Gaulle, nous traitent de « diviseurs ».

Notre Bureau politique leur a répondu, camarades.

Dans une lettre qu'il a adressée au Parti Communiste Français, publiée dans notre organe central « La Vérité » en date du vendredi 25 octobre 1946, il a montré que ceux qui ont voté avec le M.R.P. une loi électorale destinée à barrer la route du Parlement aux députés de l'avant-garde révolutionnaire, seraient bien mal venus de se plaindre, quand le jeu de cette loi électorale inique leur fait perdre des sièges.

Il a rappelé son mépris de tout « électoralisme », mais a fait au Parti Communiste Français des propositions précises pour assurer à tous les partis ouvriers le maximum de représentation au Parlement, face aux partis bourgeois.

Une lettre semblable a été adressée le même jour par notre Bureau politique au Parti socialiste.